

<http://www.econospheres.be/Les-travers-de-l-hyper-responsabilisation-ecologique-individuelle>



Les travers de l'hyper-responsabilisation écologique individuelle

- Archives Textes -



Date de mise en ligne : mardi 15 janvier 2019

Copyright © Éconosphères - Tous droits réservés

Â« J'ai vingt-neuf ans et voilà pourquoi je me demande si je prendrai encore l'avion Â», était le premier titre de mon propos, allusion bien entendue à la contribution d'Olivier De Schutter parue dans La Libre ce 7 décembre dernier. L'auteur y livrait les raisons de son récent choix de ne plus prendre l'avion. Une contribution qui m'a donné l'envie d'en prolonger la réflexion et d'en questionner les dynamiques sous-jacentes.

De Schutter ne prendra plus l'avion

Est-ce que je prendrai encore l'avion ? Qui se posait cette question il y a quinze ans ? Certains groupes altermondialistes, quelques écolos mais, c'est sûr, elle faisait rarement irruption dans les pages des quotidiens que l'on connaît. Or, aujourd'hui, il n'est plus exceptionnel que nos comportements individuels soient interpellés au nom de l'écologie (même dans les publicités). Et les slogans, comme les injonctions sont presque toujours adressés à nos individualités. Le discours ambiant voudrait que chacun fasse sa part, que chacun porte, dans son petit bec de colibri, les trois gouttelettes nécessaires à son confort personnel de cohérence, trois gouttelettes qui vont rejoindre les trois autres de son voisin ou de sa voisine, ou les deux, et former ainsi un Canadair capable d'éteindre l'incendie qui ravage notre planète.

Symptomatique de ce que j'appelle aujourd'hui l'hyper-responsabilisation écologique individuelle. Aujourd'hui, nous portons chacun et chacune le poids du changement climatique, la responsabilité du désastre écologique actuel. Il est apparu à nos consciences que si nous persistons à consommer, à nous déplacer, à nous... de la sorte, nous pouvons sans doute dire adieu à la planète telle que nous la connaissons. Dès lors, pour éviter d'être dans la Â« *dissonance cognitive* Â», comme le souligne Olivier De Schutter, ceux et celles qui le peuvent, qui le veulent agissent au quotidien sur leurs comportements.

Rendre invisible les responsables

L'objectif de cette tribune n'est pas de tergiverser sur le bien-fondé ou pas de cette hyper-responsabilisation, mais plutôt de souligner ce qu'elle peut parfois invisibiliser. Loin de moi l'idée d'opposer deux logiques de luttes : celle qui s'ancre dans la modification au quotidien de ses comportements et celle qui tend à modifier les cadres collectifs. Elles sont, bien entendu, complémentaires si elles arrivent à dialoguer, à se reconnaître et à s'articuler. Mais je vois dans l'hyper-responsabilisation écologique trois véritables écueils : elle a tendance à mettre le curseur du changement uniquement sur l'individu, elle invisibilise les premiers responsables et ne questionne pas radicalement notre système de production.

Quelle minorité décidée ?

L'accentuation extrême de notre responsabilité climatique étouffe nos rébellions et charrie dans l'ombre les réponses collectives que nous devons mettre en place pour que les choses bougent. Or ces réponses ne sont pas l'agglutinement de nos comportements individuels vertueux mais bien la modification des cadres collectifs qui régissent nos sociétés. Et aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, ces cadres collectifs ne sont modifiables que par des

actes politiques de nos dirigeants. Certes, je rejoins Olivier De Schutter lorsqu'il affirme « qu'il suffit d'une minorité décidée » pour changer la société. Je ne suis, par contre, pas certaine que nous parlons de la même minorité. Nous avons vu comment la minorité décidée présente à la marche pour le climat de ce 2 décembre a fait bouger les lignes... Oui, il y a une prise de conscience chez les citoyens (lesquels, par ailleurs ?). Oui, il y a des changements dans toutes les petites communautés, réseaux qui forment notre société. Mais on ne m'enlèvera pas l'idée que les changements radicaux, c'est-à-dire ceux qui modifient les racines, proviennent de décisions politiques et donc de décideurs. « La minorité décidée » qui a le pouvoir aujourd'hui ne semble pas si décidée que cela. L'hyper-responsabilisation serait-elle donc une forme de déresponsabilisation de nos États ? L'idéal libéral poussé à un tel extrême que plus rien, même la sauvegarde de notre planète, n'est du ressort de notre aptitude à faire du collectif ?

Grands groupes

À la minorité non décidée que sont nos gouvernements, il y a, par contre, une « minorité décidée » à ne rien ou presque rien changer. Or, c'est cette minorité-là qui est la première responsable du drame écologique présagé par le Giec. Peut-on rappeler que 50 % des gaz à effet de serre sont, par exemple, produits par cinquante entreprises ? Ou que l'agrobusiness est en train de littéralement détruire la forêt amazonienne ? L'hyper-responsabilisation écologique individuelle, en mettant le curseur sur l'individu, en accentuant notre responsabilité ou notre culpabilité, tend à invisibiliser « cette minorité décidée » composée par les grands groupes capitalistes dont la capacité à modifier le cadre collectif est, d'ailleurs, impressionnante. Nous avons tous et toutes une part de responsabilité dans l'épanouissement de notre planète, mais il est grand temps que ceux et celles qui sont coupables de la majorité des dégâts écologiques et sociaux modifient fondamentalement leur mode de production.

L'illusion technologique

Ce qui nous amène au dernier écueil, sans doute le plus important. L'hyper-responsabilisation écologique se centre exclusivement sur l'urgence écologique. Et y répond par des actes de réparation. Réparer, c'est conserver un système sans le questionner. Or le débat écologique ne peut avoir lieu sans mobiliser celui de la justice sociale. Sortir l'écologie des questions de redistribution des richesses, des rapports de pouvoir et des finalités de notre système économique, c'est une manière de ne plus les poser, de faire croire que la solution passera uniquement par des changements « technologiques ». Or le drame écologique que nous vivons n'est que le résultat d'un mode de production capitaliste libéral et néolibéral à peine séculaire. Il fait donc partie intégrante des logiques économiques qu'il est urgent de redéfinir radicalement. On ne peut plus faire comme s'il n'était qu'une externalité négative qu'il suffirait de soigner indépendamment du reste.

Cet article a paru dans *La Libre* du 9 janvier 2019.

Pour citer cet article : Violaine Wathélet : « Les travers de l'hyper-responsabilisation écologique individuelle », *Econosphères*, janvier 2019 texte disponible à l'adresse : [<http://www.econospheres.be/Les-travers-de-l-hyper-responsabilisation-ecologique-individuelle>]